

**SIVOM DU LITTORAL DES MAURES  
CAVALAIRE-SUR-MER / LA CROIX-VALMER**

Département du VAR

Arrondissement de DRAGUIGNAN

**D E L I B E R A T I O N    N° 2023-09-06-41**

**OBJET : MISE EN PLACE D'UN EMPLOI DE VACATAIRE**

L'an deux mille vingt-trois, le 28 novembre à 15h30, les membres du Comité Syndical du SIVOM du littoral des Maures, dûment convoqués le 22 novembre 2023 se sont réunis, dans les locaux du SIVOM, sous la Présidence de Monsieur Philippe LEONELLI, Président du SIVOM du littoral des Maures.

**Membres titulaires en exercice : 8**

**Membres présents :**

Philippe LEONELLI, Président, Maire Cavalaire-sur-Mer,  
Bernard JOBERT, Vice-Président, Maire de la Croix-Valmer,  
Jean-Paul DUBOIS, Conseiller municipal, Mairie de Cavalaire-sur-Mer,  
Philippe BURNER, Conseiller municipal, Cavalaire-sur-Mer,  
Catherine WYDOOGHE, Conseillère municipale, Mairie de Cavalaire-sur-Mer,  
René CARANDANTE, Adjoint, Mairie de la Croix-Valmer,  
Robert DALMASSO, Adjoint, Mairie de la Croix-Valmer,  
Pierre MONETON, Conseiller municipal, Mairie de la Croix-Valmer,

**Membre excusé :**

Philippe VANDEVELDE, Adjoint, Mairie de Cavalaire-sur-Mer, représentée par Mme Catherine WYDOOGHE,

**A été élu secrétaire de séance : M. Robert DALMASSO**

**Le quorum requis étant atteint, le Comité Syndical peut valablement délibérer.**

Monsieur le Président expose que l'article 1<sup>er</sup> du décret n°88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de droit public définit les vacataires comme des agents engagés pour une tâche précise, ponctuelle et limitée à l'exécution d'actes déterminés.

Le vacataire n'est pas un contractuel de droit public mais une personne recrutée pour exercer un acte qui doit être déterminé, discontinu dans le temps et dont la rémunération est liée à cet acte.

Ainsi, trois conditions caractérisent cette notion :

- la spécificité dans l'exécution de l'acte : l'agent est engagé pour une mission précise, pour un acte déterminé,
- la discontinuité dans le temps : les missions concernées correspondent à un besoin ponctuel de la collectivité ; le besoin pour lequel est recruté le vacataire ne doit pas correspondre à un emploi permanent,
- la rémunération est liée à l'acte pour lequel l'agent a été recruté.

Monsieur le Président rappelle qu'il est nécessaire d'avoir recours à 1 vacataire pour assurer la mission suivante:

-entretien des plages de Cavalaire-sur-Mer et de La Croix-Valmer en cas d'absence d'un agent du service des plages.

**Vu** le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1111-1, L.1111-2,

**Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1,

**Vu** la loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 relative à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public,

**Vu** le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale, notamment son article 1<sup>er</sup>,

**Vu** le décret n° 2015-1869 du 30 décembre 2015 relatif à l'affiliation au régime général de sécurité sociale des personnes participant de façon occasionnelle à des missions de service public,

**Considérant** la nécessité d'avoir recours à 1 vacataire pour l'entretien des plages de Cavalaire-sur-Mer et de La Croix-Valmer en cas d'absence d'un agent du service des plages,

Il est ainsi proposé :

- D'autoriser Monsieur le Président à recruter un vacataire à compter du 28 novembre 2023,
- De fixer la rémunération de chaque vacation sur la base d'un taux horaire d'un montant brut de 11,52€ à 50€ selon expérience

**Le Comité Syndical,**

**Ouï, l'exposé du Président,**

Après en avoir délibéré, et voté à l'unanimité des membres présents,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1 :**

D'autoriser Monsieur le Maire à recruter un vacataire à compter du 28 novembre 2023.

**ARTICLE 2 :**

De fixer la rémunération de chaque vacation sur la base d'un taux horaire d'un montant brut de 11,52 € à 50 € selon expérience.

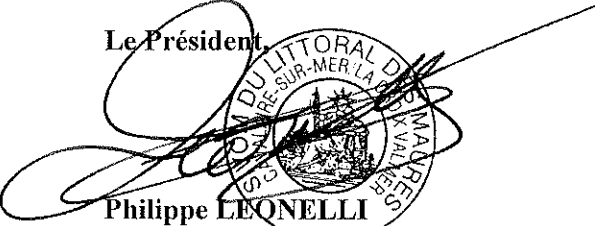
**ARTICLE 3 :**

Que Monsieur le Président est chargé de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**POUR EXTRAIT CONFORME**

A Cavalaire-sur-Mer, le 29/11/2023

Transmis à la Sous-Préfecture le 04 DEC. 2023

Le Président  
  
Philippe LEONELLI  
Maire de Cavalaire-sur-Mer